

**Les changements sociaux-culturelles de l'Algérie
postindépendance.**

Social-cultural changes in post-independence Algeria.

M : MAHDID Fatah¹

¹Université Mouloud Mammeri Tizi-Ouzou, Algérie.

fateh2385@hotmail.fr

Received: 10/01/2022

Accepted: 15/01/2022

Published: 23/01/2022

Résumé de l'article:

Cette présente étude dresse un aperçu sur le processus de l'évolution et des transformations des structures sociales et culturelles de l'Algérie après son indépendance en 1962. En fait ce travail est reparti sur trois axes principaux ; le premier axe traite et analyse la thématiques de la condition féminine, ensuite, le deuxième axe évoque la question du changement et de l'évolution du système éducatif et, en fin, le dernier axe porte sur la problématique de la mobilité sociale et spatiale des algériens en sein et en dehors du pays.

Et pour se faire, nous avons opté pour la méthode de recueil des données sur divers documents et articles traitants et analysants cette problématique du changement social et culturel en Algérie après 1962.

Mots-clés : Le changement social, la mobilité sociale, la société post-indépendante, le système éducatif.

Abstract:

This present study provides an overview of the process of the evolution and transformations of the social and cultural structures of Algeria after its independence in 1962. In fact, this work is divided into three main axes; the first axis deals with and analyzes the themes of the condition of women, then, the second axis evokes the question of change and the evolution of the

education system and, finally, the last axis deals with the issue of social and spatial mobility of Algerians inside and outside the country

And to do so, we opted for the method of collecting data on various documents and articles dealing with and analyzing this issue of social and cultural change in Algeria after 1962.

Keywords: Social change, social mobility, post-independent society, education system

1. Introduction:

Le 3 juillet 1962, l'Algérie indépendante ferme dans la joie la douloureuse « parenthèse » de la colonisation. Tout reste à faire : sortir de l'état colonial, de cette économie extravertie conçue uniquement par rapport à la métropole et en fonction du million d'Européens qui y vivent, bâtir un État, ou, pour reprendre l'heureuse expression de Benjamin Stora, « inventer » une Algérie qui, tant géographiquement que culturellement, ne semble s'imposer que dans les esprits. L'histoire de l'Algérie depuis l'indépendance est avant tout l'histoire de l'émergence d'une « identité algérienne ».

Cette présente étude essaie d'évoquer les principaux changements, que notre pays l'Algérie a connu et vécu après son indépendance et, en tant que citoyen algérien je considère que l'expérience de notre pays en termes du changement voire de mutation, est un exemple bel et bien d'une véritable transition sociale, politique, économique et culturelle.

Notre étude s'agit de voir comment les valeurs sociales, politiques et économiques de notre société héritées de son histoire et de son expérience de la guerre de libération, se sont mises à l'épreuve après l'indépendance. En effet, la mobilisation autour des thèmes nationalistes et des valeurs de solidarité s'est avérés Insuffisante pour amorcer un processus de modernisation de la société, pour cela, différentes actions et politiques se sont menées en vue de développer et moderniser le pays.

Les changements sociaux-culturelles de l'Algérie postindépendance.

A cet effet, notre curiosité nous mène à savoir quels sont et par quels moyens les grands axes que les politiques de l'Etat en terme du changement et de développement se sont mise en place pour permettre les transformations d'ordre sociales et culturelles de l'Algérie post-indépendante ?

Pour pouvoir répondre à notre question, nous avons émis deux hypothèses suivantes :

1. Les changements sociaux-culturelles de l'Algérie indépendante marquent un processus d'individualisation et de libération de la gent féminine, impulsé par la modernisation, la restructuration et la massification de la scolarisation des algériens.

2. Les transformations sociales et culturelles qu'a connues l'Algérie post- indépendante, marquent un passage d'un système social caractérisé par une forte solidarité dite mécanique vers une société stratifiée caractérisée par une forte mobilité sociale et spatiale.

2. Le premier titre : Les changements structurels opérés en Algérie post indépendante

2.1 Premier sous-titre : La condition féminine

Avant de se libérer des tabous culturels, la femme n'était considérée que comme un objet, un robot sans intelligence, sans réaction, trop marquée par la crainte pour se défendre. Il lui fallait se taire, accepter son destin, en un mot être soumise, D'abord au niveau du mariage : jamais un couple ne s'unissait par amour. C'était un péché de fréquenter. La jeune fille ne devait pas connaître son futur. Elle ne le voyait qu'après la nuit du mariage, qu'après la consommation du mariage. Le mariage était fait pour procréer. L'enfant arrivait vite dans l'année sans cela la femme n'était pas bonne pour fonder un foyer et répudiée, renvoyée chez ses parents. Il fallait avoir un enfant dès l'année

M : MAHDID Fatah,

même du mariage pour avoir une existence sociale. (FREDERIC Praud, 2010, 01).

Les accouchements étaient rudimentaires. Lors de l'accouchement, beaucoup de jeunes mamans décédaient du tétanos par manque d'hygiène. Elles accouchaient accroupies par terre, la jupe descendue jusqu'au sol, car tout le monde assistait, aussi bien la famille que les voisins. Il n'y avait pas de crèche. L'école primaire accueille à partir de six ans. Dans la plupart des familles, il n'y avait pas de place pour l'éducation des filles, seuls les garçons étaient admis à l'école. Les parents ont, à la longue, envoyé leurs filles à l'école à condition que les établissements ne soient pas mixtes. On a créé des établissements pour les filles avant de mettre en place l'école obligatoire mixte. Les hommes perdaient un peu de leur statut en envoyant leurs enfants, leurs filles à l'école. (FREDERIC Praud, 2010, 01).

A l'adolescence, à 14/15 ans, dès que la poitrine commençait à gonfler, les filles ne devaient plus sortir. Il fallait les marier. C'est la raison pour laquelle les jeunes filles qui commençaient à avoir de la poitrine se la bandaient très serré pour la cacher et conserver un peu de « liberté ». Celle-ci était d'ailleurs très relative. Aucune sortie ne se faisait sans chaperon, toujours un homme derrière. Le père suivait, avec un bâton et gare à celles qui regardaient à droite ou à gauche ! De toute façon, tout l'entourage dénonçait les comportements suspects des jeunes filles : aussi bien les femmes que les hommes. On lui imposait à mari. Quelques fois battues par l'époux, riche, vieux, jaloux... les femmes se résignaient. Elles ne pouvaient rien dire parce qu'il avait le droit d'avoir 4 femmes à la maison. Il fallait vraiment qu'une femme soit très malheureuse pour demander le divorce. Il y avait parfois des divorces, mais c'étaient les hommes qui le demandaient, jamais les femmes. Ils fixaient les

Les changements sociaux-culturelles de l'Algérie postindépendance.

conditions et avaient toujours gain de cause. (FREDERIC Praud, 2010, 01).

Ce bref exposé relatif aux catégories sociales de la transition est à compléter par quelques observations sur la situation de la femme. Par l'effet de la distinction sexuelle, la femme occupe une place différente de celle de l'homme dans la société d'une part, et dans le développement social d'autre part. De façon générale, elle est sous-représentée dans la sphère publique et lorsqu'elle présente elle joue le rôle d'auxiliaires et d'assistantes, rarement des rôles de premier plan. Cette règle universelle, s'applique plus strictement aux pays sous-développés. A tort ou à raison, la femme représente la tradition. La femme reste le premier indicateur du progrès social et de la modernité. Le taux d'occupation féminine est un paramètre pertinent et significatif de l'évolution de la société vers la modernité. (BOUTEFNOUCHET, 2004, p.38.)

Malgré l'introduction de la femme dans le monde du travail, la règle générale demeure celle de la sous-représentation de la femme dans les secteurs d'activités économiques. Généralement, l'emploi de la femme se situe à des niveaux sous-qualifiés. Un autre paramètre de l'évolution de la société est le double rôle social joué par la femme dans la nouvelle situation : le rôle de la femme salariée d'une part, et le rôle de la femme au foyer, d'autre part, de façon concomitante.

Cette double vacation, travail salarié de jour et femme au foyer de fin de journée, est révélatrice de la permanence d'une double culture familiale, et par voie d'effet social : la femme est toujours considérée comme femme au foyer alors même qu'elle exerce un emploi salarié à l'extérieur de la maison. Cette concomitance, preuve de la permanence de pré-supposés traditionnels dans le contexte même des pratiques modernes.

M : MAHDID Fatah,

L'homme garde un rôle patriarcal et la femme un rôle ménagé alors même qu'elle exerce une activité professionnelle au même titre que l'homme. Ceci pose d'autres problèmes tel celui de la permanence du rapport de la tradition à la modernité dans le contexte même des sociétés modernes. Les traditions restent latentes d'une manière ou d'une autre. La problématique de la transition sociale est mise à nu par la situation qu'occupe la femme dans la société et par les représentations qui l'accompagnent. L'évolution de la femme vers la modernité est étroitement accompagnée par la culture traditionnelle. Parler de la femme, c'est déjà introduire une dimension culturelle historique, liée autant à son statut socio-culturel qu'au rapport qu'elle entretient avec l'homme. (BOUTEFNOUCHET, 2004, p.39)

La femme demeure étrangère au groupe de son mari ou elle reste dans la situation de l'invitée, le mariage ne libère la femme de l'autorité absolue de son père que pour la livrer à l'entière domination de son mari ou plus exactement au groupe de son mari et notamment de sa belle-mère, elle doit obéissance et fidélité. La hantise de la virginité, succède la crainte de la stérilité, la condition faite à la femme est en fait conséquence du primat absolu du groupe familial et plus précisément des agnats. (BOURDIEU, 1985, p.14)

Cependant, plusieurs associations féministes ont été créées en vue de lutter contre ce statut scélérat, à leur yeux. Regroupées en coordination des femmes, ces associations ont organisé moult manifestations pour infléchir les pouvoirs publics. La décennie noire, pour ne pas incriminer aucune partie, a suspendu carrément la vie politique en Algérie. Le retour relatif au calme a permis de relancer le débat. La journaliste du journal le Monde, Florence Beaugé, qui suit depuis des années l'actualité algérienne, a noté à propos des promesses du président

Les changements sociaux-culturelles de l'Algérie postindépendance.

Bouteflika d'amender le code de la famille que : « l'avant-projet, adopté par le gouvernement à l'automne 2004, prévoyait pourtant que la présence du tuteur matrimonial, le plus souvent père ou frère, ne serait plus obligatoire. Les partis islamistes dénonçaient par avance cette disposition, contraire, disaient-ils, à la charia, le droit religieux qui régit la vie des musulmans. » Le président a reculé sur les amendements envisagés tels que la suppression du tuteur lors de la conclusion du mariage. Bien que certains amendements soient positifs, il n'en demeure pas moins que la suppression de ce code est tout bonnement nécessaire. Car l'Algérie n'est pas plus rétrograde que certains pays musulmans ne possédant pas ce genre de code. (BOURDIEU, 1985, p.14).

Pour conclure, l'Algérienne, qui a participé à toutes les périodes cruciales de son pays, doit être l'égale de l'homme. Pendant la colonisation, la femme algérienne a subi les pires humiliations. Aujourd'hui rien ne justifie sans statut inférieur. D'ailleurs, son émancipation ne sera que bénéfique pour l'avenir de l'Algérie.

Enfin arrivent les années d'ouverture, les femmes ont eu accès à tous les emplois manuels, intellectuels, beaucoup sont devenues enseignantes dans les écoles maternelles, ou vendeuses dans les magasins... Les progrès se sont fait sentir dans tous les domaines, Les études comparatives, les analyses sociologiques et économiques montrent que là où la femme est infériorisée, la société ne progresse pas, ou progresse lentement, que celles qui favorisent l'égalité entre les hommes et les femmes. (BOURDIEU, 1985, p.14).

2.2 Un deuxième sous-titre : La scolarisation et le système éducatif algérien

le système éducatif dans son ensemble, doit relever des défis d'ordre externe : celui de la mondialisation de l'économie, qui va engendrer des exigences de qualification de plus en plus

M : MAHDID Fatah,

élevées, celui de la société de l'information et de la communication qui va modifier les modes d'enseignement ; celui enfin de la civilisation scientifique et technique qui va favoriser l'émergence d'une nouvelle forme de société, celle du savoir et de la technologie, la luttés politiques et idéologiques, ayant pour mission essentiellement de participer à :

Construire une société démocratique capable de préserver sa culture, de s'ouvrir sur le monde en intégrant les valeurs universelles.

Former les compétences à même de valoriser le potentiel algérien dans un contexte mondialiste. (HOSNA, 2006, p.102).

Dès l'indépendance, une commission a été chargée d'élaborer un plan de réforme scolaire, qui publia son rapport à la fin de l'année 1964. Ainsi, sans connaître de bouleversements notables, le système éducatif de l'Algérie indépendante s'inscrit déjà dans une perspective de choix. La rentrée de 1963 a été marquée par le souci d'arabiser, ou si l'on préfère d'algérianiser l'enseignement. À la lumière du document idéologique de la Charte nationale, se dote d'un premier cadre juridique en élaborant l'ordonnance n° 76/35 du 16 avril 1976 relative à l'organisation de l'éducation et de la formation. (HOSNA, 2006, p.98).

L'école algérienne a été qualifiée de sinistrée lié a de grandes pertes matérielles et humaines, mais il est évident que la sinistrose éducative est intimement dépendante d'une sinistrose économique, sociale et politique, le sinistre est conceptuel, il réside dans l'écart allant en s'aggravant entre les aspects quantitatifs et qualitatifs du système : -aspect quantitatif : de 960000 élèves en 1962, les effectifs scolaires passent à plus 7000000 en 1994. -aspect qualitatif : les déperditions en cours de cycle fondamentale atteignent près du tiers des effectifs inscrit pour une cohorte de 600000 inscrit en 1ère année, seul 400000

Les changements sociaux-culturelles de l'Algérie postindépendance.

atteignent la 9^{ième} année fondamentale, Plus grave : la moitié de effectifs de la classe de 9^{me}/as n'accède pas au secondaire (pour 400000 atteignent la 9^{me}/as, seule 200000 passent en 1^{re} as, plus grave encore : plus des 4/5 des effectifs de 3^{me}/as ne passent pas le cap de baccalauréat (pour 200000 examinés, moins de 40000 réussissent le bac. Les analyses de ces défaillances du système, la plupart d'entre elles techniques et conceptuelles. (BOUTEFNOUCHET, 2004, p.87).

En 1961, les jeunes français sont scolarisés à 100%, les enfants algériens à moins de 15%. Le nombre de musulmans inscrits dans les classes primaires atteint à peine 700000. Des 1970, ils sont déjà près de 2 millions et, en 1980, plus de 4 millions et demi. La rentrée scolaire de 1982 accueille 250000 jeunes dans les lycées et 80000 étudiants dans les universitaires (2800 en 1963). En juillet 1962, 1700 instituteurs algériens seulement sont présents dans l'enseignement primaire. Mille d'entre eux, dès l'indépendance, vont être appelés à encadrer les nouvelles administrations. Des milliers de moniteurs sont recrutés, aidés dans leurs tâches par des coopérants. 11000 instituteurs français viendront, apporter leur aide. En 1982, le nombre d'instituteurs, tous algériens, en activité dans l'enseignement a été multiplié par vingt-sept, passant de 700 à 19000 en 20 ans. (STORA, 2004, p.59).

Entre 1970 et 1980, la disparité entre la scolarisation des filles et des garçons tend à diminuer. Les filles représentent environ 40% des effectifs scolarisés dans le primaire et le secondaire. A l'université, ce taux stagne à 25% à partir de 1978. L'évolution du taux de scolarisation des filles est cependant significatif des mutations produites par la révolution scolaire, on les trouve sur le marché du travail qualifié, surtout dans l'enseignement, les femmes magistrat, avocates, médecins. La modernisation, engendrée par l'urbanisation et la scolarisation,

M : MAHDID Fatah,

ne touche cependant pas tous les secteurs de la société en ce qui concerne les femmes (poursuite de mariages arrangés, poids de la tradition familiale, absence de mixité visible dans l'espace public). Les contingents formés entre 1970 et 1981 sont de 33000 professeurs d'enseignement moyen et de 500 inspecteurs. Des structures logistiques sont aussi mises en place, tel l'institut pédagogique national qui, pour la seule année 1982, a édité 21 millions d'ouvrages. (STORA, 2004, p.60).

Les résultats ne sont pas très probants, plus de 200000 élèves quittent l'école chaque année entre six et treize ans. Le taux de réussite au baccalauréat évolue aux alentours de 20% en 1982, au début des années 1980, près de tiers des enseignants sont encore des coopérants français, russes, roumains, syriens, égyptiens (pour le primaire), pour les années 1975-1976, les élèves de l'enseignement secondaire se répartissaient ainsi : 93,4% pour l'enseignement général et 7,6% pour l'enseignement technique. (STORA, 2004, p.61).

Depuis 1962 l'union sacrée entre les débris déphasée de certains vieux oulémas dominée par le Baath, pour les problèmes éducatifs et culturels, une certaine expérience pratique de l'école en général et de la désastreuse situation scolaire en particulier dont étaient victimes les enfants algériens, (LACHERAF, 1998, p.324).

Un peu plus de 7000 diplômes universitaires sont décernés en 1980, si le nombre d'étudiants a augmenté depuis l'indépendance, leur encadrement et leur formation technique sont inadaptés aux technologies importées, en outre, l'appareil éducatif algérien, en dépit des immenses efforts de scolarisation, but sur deux problèmes ; le croissance démographique et les questions de définition identitaire pour une progressive algérianisation de l'école. (STORA, 2004, p.62).

Les changements sociaux-culturelles de l'Algérie postindépendance.

D'après le rapport élaboré par le Conseil National économique et Social (CNES), il existe dans notre pays 6.400.000 analphabètes (soit 21,3 % de la population). Ce taux était de 31,6 % en 1998 et représentait une population de près de 7,5 millions de personnes dont 27.2% âgés de moins de 15 ans (en 2006). Concernant le taux d'élèves scolarisés âgés de 6 ans, il est passé de 87,92% en 1995 à 96,01% en 2005 selon les statistiques publiées par le Ministère de l'éducation Nationale. Par contre l'UNICEF estime le taux de scolarisation des enfants âgés de 6 ans et plus à 78.6% seulement pour l'année 2006. (BENHARKAT, p. 21).

Dans ce palier, la scolarisation a atteint en 2005 93,6% pour les filles et 98,4% pour les garçons. En revanche, pour le cycle secondaire (16 - 19 ans), le taux brut de scolarisation a été de 38,7% en 2005, il a progressé de 3,6% en moyenne par an depuis 1995. Il a été remarqué qu'en dehors du cycle primaire où les filles sont à égalité avec les garçons, elles sont partout ailleurs majoritaires : leur taux de scolarisation en cycles moyen et secondaire est de 46%, alors que celui des garçons est de 32%. Leur proportion dans l'enseignement supérieur avoisine les 60 %. (BENHARKAT, p 22).

Selon le CNES, ce phénomène est dû à des raisons sociologiques et économiques, étant donné que l'école est perçue par les filles comme un espace d'émancipation et un moyen de promotion sociale. C'est ce qui les pousse à persévérer dans leurs études. Toutefois, la scolarisation des enfants dans les zones rurales et dans le sud du pays (Sahara) est moins importante que dans les zones urbaines, notamment celle des filles.

M : MAHDID Fatah,

Type d'enseignement	Âge	Pourcentage
Enseignement obligatoire	6-15 ans	96,01%
Enseignement secondaire	16-19 ans	38,71%
Enseignement supérieur	20- 24 ans	21,77%

Tableau n°1 : Taux brut de scolarisation

STORA, 2004, p.22.

2.2.1 Description du système éducatif algérien

Le système éducatif algérien est composé de trois secteurs, chacun étant sous la tutelle administrative et pédagogique de trois ministères distincts :

1 - L'enseignement primaire, moyen et secondaire : qui dépend du Ministère de l'Education Nationale et accueille près de 7.765.000 élèves dont 606.000 nouveaux inscrits (âgés de 6 ans) et encadrés par 386.000 enseignants pour l'année scolaire 2006/2007. Le réseau infrastructurel est composé de 24.449 établissements scolaires dont 18922 écoles primaires, 4307 collèges 1613 lycées et technicums. Il existe également 240 cantines dans les écoles primaires et 3 internats primaires destinés à améliorer le taux de scolarisation au niveau des wilayas du Sud. De même qu'il a été conçu 227 demi-pensions et 33 internats (au moyen et au secondaire), afin de faciliter l'accès aux études à ceux qui habitent loin de leurs établissements. (STORA, 2004, p.22).

2 - L'enseignement supérieur qui dépend du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche scientifique et qui accueille plus de 900.000 étudiants dont 217.000 nouveaux inscrits pour la rentrée 2006-2007.

- Quant à l'effectif des enseignants permanents il est de 29 062 enseignants.

Les changements sociaux-culturelles de l'Algérie postindépendance.

- Le réseau de l'enseignement supérieur comprend aujourd'hui 58 établissements dont 27 universités, 16 centres universitaires, 06 instituts nationaux, 05 écoles nationales, 04 écoles normales supérieures. (STORA, 2004, p.23).

3 - Enfin l'enseignement professionnel qui relève du Ministère de la Formation et de l'Enseignement Professionnels, assure les formations à caractère pratique permettant l'accès à un emploi.

- Il est constitué de plus de 731 établissements. - L'effectif des stagiaires s'élève en 2005 à plus de 467 000 stagiaires, tous modes de formations confondus et il a augmenté de 9,6% par rapport à l'année 2000. (STORA, 2004, p.23).

Enfin, Pour que les réformes soient efficaces et qu'elles réalisent leurs objectifs, elles doivent être accompagnées d'un support infrastructurel et matériel adéquat ainsi que d'un personnel suffisant et qualifié, afin de prendre en charge sérieusement le flux important des élèves et des étudiants qui ne cesse d'augmenter chaque année. De même qu'il serait nécessaire de prendre des mesures concrètes pour pallier les problèmes engendrés par les échecs et les déperditions scolaires

3.3 Troisième sous-titre : La mobilité sociale et spatiale en milieu urbain et rural

La crise de la transition dévoile les difficultés de la mutation de la société, la transition urbaine traduite par l'insuffisance de l'offre en matière de logements, d'infrastructures et de services par rapport à la demande soudaine provoquée par un exode rural massif, la ville algérienne se spécifie par ses contradictions, elle n'est pas citadine, elle n'est pas encore urbaine, elle est en voie d'urbanisation ou on trouve des quartiers d'habitation en hauteur, abritant les travailleurs salariés, les fonctionnaires..., des quartiers d'habitat traditionnel, abritant les petits fonctionnaires, petits

M : MAHDID Fatah,

commerçants..., enfin, d'habitat précaire (bidonville), ou se refuge les familles au revenu plus faible et des fois nul, et les sans-abris. (BOUTEFNOUCHET, 2004, pp.79-80).

A la veille de l'indépendance de l'Algérie, jusqu'en 1962 80% de la population algérienne vivaient encore à la campagne et les moyens de production agricole (terres, cheptel), et l'activité commerciale et industrielle sont dominés par le colon, le processus de salarisation avec toutes ces caractéristiques a joué le rôle moteur dans les mutations sociales, les bouleversements et ruptures observées depuis l'indépendance. Cela se traduit par une véritable révolution dans les structures sociales, notamment en termes de mobilité qui est au centre des luttes sociales. (BOUKHOBZA)

3.3.1 La mobilité sociale en milieu urbain

On se base sur la mobilité socioprofessionnelle, qui commence par le phénomène de migration vers les villes à partir de l'indépendance. on remarque aussi une diminution des activités dominées telle que (l'agriculture, aides- familiales ouvriers agricole, artisan traditionnel...au profit d'emplois plus valorisés (ouvrier qualifié, cadre....) ces changements d'emplois vont donner lieu à une transformation profonde de la structure sociale et le déclin des activités rurales. c'est le sens de la mobilité géographique, la mobilité sociale peut être verticale et horizontale, ce qui a engendré une reproduction des positions dans la hiérarchie sociale détenue par la totalité d'une catégorie sociale. on constate une relative hétérogénéité des origines sociales et l'émergence des groupes dominants (entrepreneurs, gros commerçants...), ceux qui ont participé à la lutte de libération nationale. la mobilité sociale en milieu urbain tend dans ces conditions à impliquer davantage les groupes dominés (le fils d'ouvriers devient employé, enfant d'employé qui

Les changements sociaux-culturelles de l'Algérie postindépendance.

devient cadre moyen, enfant de manœuvre qui devient ouvrier qualifiés. (BOUTEFNOUCHET, 2004, pp.79-80.)

3.3.2 La mobilité sociale en milieu rural

Les informations issues d'une enquête réalisée en milieu rural, relève que la reproduction des positions sociales des groupes sociaux d'une génération à une autre, est la plus importante chez les exploitants de condition moyennes. Existe trois types de groupes qui constituent la campagne, les exploitants parcellaires qui disposent de moins de 2,5 HA, les petits exploitants qui ont 2,5 à 5 HA et les moyens exploitants qui ont entre 5 à 10 HA et les agriculteurs ayant plus de 10HA ne sont pas très nombreux. Il y avait une mobilité descendante, plus en descend dans la hiérarchie sociale plus la mobilité sociale tend vers le bas de l'échelle sociale, même dans les différentes générations on trouve l'exploitation foncière est plus en plus faible (grand père 8HA, père 6,8HA, l'attributaire 4, 2HA), malgré l'existence d'une faible fraction d'agents sociaux ayant pu améliorer leur position sociale et condition de classe, la mobilité sociale reste toujours. (BOUTEFNOUCHET, 2004, pp.79-80).

En revenant à la restructuration sociale de l'espace, où la ville devient un moteur des luttes sociales, avec le développement urbain et cela par l'industrialisation et la formation scolaire qui n'ont ni l'ampleur, ni la densité en milieu rural, et celle expliqué par l'exode rural vers la ville pour que cette population se réalise dans ce contexte par l'accès à un emploi et à un revenu et surtout de la compétition. En 1954 la population urbaine est de 18,5% de la population totale, en 1966 elle est de 31,2% et en 1979 on trouve 7645000, dont 4600000 sont d'origine rurale, il y avait même la migration interurbaine dans les grandes villes (Alger, Oran, Constantin, Annaba). Les

M : MAHDID Fatah,

ménages migrants à Alger 42%, Oran 18%, Constantine 9,6%, Annaba 7.1%. Cet exode rural s'explique par défaut d'emploi et cette urbanisation a pu transférer la population agricole vers des activités non agricoles. La mobilité et le changement professionnel est synonyme de changement des conditions d'existence, l'insertion des ruraux en ville, il s'agit : de l'accès à l'eau courante, à l'électricité, la possession d'un téléviseur, d'une radio... Ces équipements matériels et culturels vont bouleverser et engendrer de profondes modifications dans la population néo-citadine. Cette dernière passe de groupe parental au groupe social et l'adaptation aux conditions de vie urbaine se fait souvent au prix de perturbation de l'ordre économique, et socioculturel. (BOUTEFNOUCHET, 2004, pp.79-80).

Les difficultés d'intégration de la plus part des ruraux au cadre nouveau que constitue la ville, le déracinement subi au moins au cours des première années de l'installation surtout les migrants mariés, vont se traduire par une instabilité chronique de la cellule familiale, cette migration engendre deux faits ; l'un, les hommes d'origine rural qui se marient_ en ville et l'autre fait le transfert des femmes vers les villes pour l es remarier Ceci engendre un déséquilibre du marché matrimonial entre ville et campagne, et avec l'insertion de la femme dans plusieurs activités et l'émergence ou l'expansion de la prostitution. Tout ce changement du cadre rural vers la ville est le résultat de l'instabilité familiale et du processus de destruction des relations familiales. Il faut aussi préciser le fait de l'émigration algérienne en France, qui est souvent la plus part sont à d'origine rurale. On retient aussi l'exode de femmes en milieu urbain dans les grandes métropoles à un âge qui varie entre 20-25ans donc la pénurie des femmes en milieu rural, les divorces sont bien plus

Les changements sociaux-culturelles de l'Algérie postindépendance.

important chez les groupes de bas de l'échelle sociale. (BOUTEFNOUCHET, 2004, pp.79-80).

Les accords de 1962, qui entérinent l'indépendance de l'Algérie, définissent en conséquence les droits et les devoirs des ressortissants des deux pays, 14 articles sont consacrés aux droits des français d'Algérie, 2 seulement aux algériens en France d'après les articles 7 et 11, les pieds noirs vont quitter en masse l'Algérie et dans le même sens, l'émigration de travailleurs algériens va s'accroître. (STORA, 2004, p.15).

Du 1^{er} septembre 1962 au 11 novembre inclus, 91744 entrées d'algériens sont enregistrées dans l'hexagone, ce sont des familles entières qui arrivent, s'installant de préférence dans les départements en pleine expansion économique (Paris). (STORA, 2004, p.16).

Au printemps 1964, le seuil de 450000 algériens en France, les arrivées de travailleurs algériens seront fixées en fonction des disponibilités en main-d'œuvre de l'Algérie et des possibilités du marché français de l'emploi. La charte d'Alger du FLN, adoptée en avril 1964, reconnaît que les causes de l'immigration algérienne en Europe, et plus particulièrement en France, sont étroitement liées au niveau de développement de l'Algérie. (STORA, 2004, p.28).

En fait, dans les années 1970, la mobilité des populations continue de s'accroître, la crise agricole, la pression démographique, l'accélération de l'urbanisation provoquent encore d'importants déplacements, si la migration s'effectue surtout entre les villes algériennes et à l'intérieur d'un même espace rural. (STORA, 2004, p.52).

Le départ massif des pieds-noirs entraîné un processus d'appropriation des espaces laissés vacants, la vacance des exploitations entraîne un très vaste et brutal glissement de populations

M : MAHDID Fatah,

vers les zones urbaines, composés en majorité de paysans sans terre ou de fellahs dépourvus de disponibilité monétaires, ces nouveaux courants migratoires marqueront durablement le paysage des villes (saturation des médinas anciennes, expansion foudroyante de l'habitat précaire et édification de bidonville à proximité de villes nouvelles. Entre 1960/1963, les villes algériennes voient arriver 800000 nouveaux habitants, la population agricole augmente de 85% entre 1954/1960, la population des communes urbaines passe de 3 millions de personnes en 1959 à 4 millions en 1966 sur une population totale de 10 millions, l'appropriation de l'espace urbain n'efface pas les différenciations de classe, elle tend même à en créer, notamment l'opposition entre couches moyennes et paysannerie pauvre, déracinée, formée parfois par les « rurbains ». (BOUTEFNOUCHET, 2004, p.29).

4. Conclusion:

En guise de conclusion, on peut dire que tout progrès, social, culturel, économique et autres, devra passer dans l'avenir par une remise en cause de la culture de la guerre voire, de la colonisation et son monopole sur ses différents domaines qui constituent certainement la société humaine. En fait, les années qui ont suivis l'indépendance de l'Algérie, sont marqués par la mise en place des politiques et des stratégies du développement, qui suscitaient un changement et des transformations dans les différents secteurs, particulièrement dans les domaines les plus vitaux tels que ; la condition de la femme algérienne et son émancipation dans divers domaines de la vie sociale, le remaniement structurel du système éducatif et, la mobilité sociale et spatiale des algériens.

Cependant, tous ces changements et transformations dites culturelles et sociales, qu'a connue l'Algérie depuis son indépendance, ne sont que des mutations et des progrès vers une vie plus au moins stable et meilleur, mais cela, est lentement

Les changements sociaux-culturelles de l'Algérie postindépendance.

réalisés, vue les circonstances et les multiples crises sociales, culturelles, sécuritaires et économiques qui ont ralenti et freiner la roue du développement et du changement au sein de la société algérienne.

Parmi les résultats de cette mutation et de cette transition, on évoque les changements qui se sont opérés dans la sphère sociale et éducative, en garantissant aux algériens et algériennes une forme de liberté soit individuelle ou bien collective, en détriment de leur cohésion ancestrale, qui s'est affaiblit au fil du temps. Ce changement également était une conséquence directe d'un progrès qui a permis à la gent féminine d'y accéder à la vie culturelle en lui mettant à sa disposition tous les moyens nécessaires afin de réussir sa scolarisation. L'émancipation de la femme dans divers domaines, soit culturelles, politiques etc. était un pas qui tend, vers une modernité et une libération sur le plan social et culturel. En revanche, la population algérienne tend de plus en plus à se stratifier et de s'individualiser, effet de l'affaiblissement de liens social et, aussi d'une forte mobilité sociale vers les zones urbaine, lieu d'attraction social, culturel et économique.

Mon présent travail a traité la double problématique culturelle/sociale. Mais le changement et le développement qui ont été parmi les programmes phares des politiques algérienne après l'indépendance, ont été le sujet de plusieurs questions et problématiques, tels que l'économie, la diplomatie, la sécurité nationale et, autres.